

**DECLARATION DE S. E. MONSIEUR HERMENEGILDE NIYONZIMA , AMBASSADEUR
REPRESENTANT PERMANENT DE LA REPUBLIQUE DU BURUNDI AUPRES DES
NATIONS UNIES,
DEVANT LE CONSEIL DE SECURITE 22/07/ 2013**

Madame le Président du Conseil,

Il n'y a pas longtemps, la Belgique a fait plus d'une année sans gouvernement. Malgré l'absence de l'Autorité gouvernementale, la paix et la sécurité ont prévalu, et les Belges ont continué à vaquer à leurs activités comme si de rien n'était.

Au Burundi, comme dans beaucoup de pays pauvres, 24 heures de vacance de pouvoir peuvent suffire pour que l'on assiste à des actes criminels, allant de simples actes de règlement de compte jusqu'à la confrontation intercommunautaire.

Si la paix et la sécurité ont prévalu en Belgique, en l'absence d'un gouvernement, ce n'est pas que les Belges sont naturellement plus enclins à s'unir et à fraterniser, les Burundais le sont autant. Cela relève des dispositions naturelles des humains.

L'explication n'est autre que le fait que les belges sont libérés des soucis du minimum vital : ils ont de quoi se nourrir, de quoi se chauffer, de quoi se vêtir, de faire soigner en cas de maladie,... Le Burundi n'a pas le minimum vital, il vit en dessous du seuil de pauvreté.

Madame le président,

L'exemple de la Belgique montre à suffisance que pour la paix et la sécurité, la qualité de gouvernance n'est pas un facteur. Sans le minimum vital, tout ce que l'on fait et de tout ce que l'on dit est inopérant. Les français ne disent-ils pas que « Ventre affamé n'a pas d'oreille ?!.

Et cette bonne gouvernance, si chère à nombre de partenaires du Burundi, parlons-en ! Car il n'est pas un vain mot au Burundi, étant donné qu'il est au centre de toute l'action gouvernementale.

Depuis le début de la mise en œuvre du programme de consolidation de la paix au Burundi en 2007, des progrès considérables ont été enregistrés dans pratiquement tous les domaines socio-économiques et politiques:

- en matière de la paix et de la sécurité;
- le désarmement de la population civile;
- la démobilisation et la réintégration des anciens combattants ;
- le rapatriement et l'installation des réfugiés ;
- la bonne gouvernance politique et économique;
- le renforcement de l'état de droit et de la justice ;
- la promotion des Droits de l'Homme ;
- la réconciliation nationale et la lutte contre l'impunité, ...

Des avancées notables ont été observées, surtout au niveau des nouvelles forces de Défense et de sécurité dont l'efficacité et le professionnalisme sont au service des autres pays en difficultés, en Somalie, en Côte d'Ivoire, en Haïti, au Darfour, et très bientôt au Mali.

Dans le domaine politique, des progrès significatifs s'observent au niveau la consolidation de la démocratie et le règlement des différends politiques à travers le dialogue. C'est dans ce cadre que des ateliers visant le renforcement des capacités institutionnelles ont été organisés récemment avec le concours du BNUB, à l'intention des acteurs politiques burundais, y compris ceux qui étaient jusque-là en exil.

Ces rencontres ont permis aux participants de débattre d'une façon consensuelle et constructive sur les aménagements à apporter au code électoral, et d'établir une feuille de route qui va conduire vers de très bonnes élections en 2015.

La loi sur la presse ainsi que les travaux de la Commission Terre et autres Biens ont subi une exploitation médiatique négative, mais le gouvernement est déterminé à poursuivre ses efforts pour promouvoir la justice, l'égalité et la paix.

Les réalisations du Gouvernement sont nombreuses, et sont connues de la Communauté internationale qui ne cesse pas de faire l'éloge du Gouvernement et de citer le Burundi comme un exemple de réussite dans la construction de la paix.

C'est en reconnaissance de nos efforts que la Communauté Internationale a promis au Burundi un appui financier totalisant 2,6 Milliards de dollars pour financer le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté- CSLP II.

Malheureusement, ces appuis tardent à venir, et l'extrême pauvreté commence à créer des tensions au Burundi. Les 46% de recouvrement des appuis promis, ce ne sont que des partenaires qui se sont manifestés, non pas avec des chèques, mais pour signer des avec le Gouvernement des conventions de décaissement.

Madame le Président,

Au Burundi, la pauvreté est devenue si criante que vivre a perdu ce sens de l'incarnation de certaines valeurs, le travail, la participation dans l'édification d'une société. Vivre est devenu synonyme de ne pas mourir. Et chaque jour qui passe est devenue une victoire sur la faim, sur la mort.

Le ressort est trop comprimé. Le gouvernement a fait beaucoup d'efforts, mais aujourd'hui il est à bout de forces ; il est à bout de créativité et d'inspiration quant au discours qui rassemble et qui stabilise.

Hier c'était les médecins et le personnel médical qui étaient en grève, aujourd'hui ce sont les enseignants, et demain, peut-être, ce sera la police, l'armée.

Et si la population ne suit pas le mouvement, et ce malgré les nombreux appels des leaders syndicaux, ce n'est ni de l'angélisme, ni le génie créateur de l'encadreur politique. C'est juste en raison de l'effet de contraste entre les souffrances de la faim et les souffrances que les dictatures militaires leur ont imposé pendant 40 ans.

Oui nous avons confiance en la patience de la population. Mais jusque quand ? Jusque quand est –ce que la faim et la misère vont devenir une norme au Burundi ?

Madame le Président,

La pauvreté au Burundi est devenue un problème de sécurité. Et le Gouvernement du Burundi demande de la traiter comme telle. Et rapidement.

Concrètement, le Gouvernement demande au Conseil de Sécurité d'intercéder pour le Burundi afin que les promesses faites au peuple burundais à Genève soient réalisées.

Pour sa part, le Gouvernement du Burundi réaffirme son engagement à poursuivre les réformes engagées pour reconstruire et développer le pays en vue d'atteindre le bien-être que le peuple burundais mérite.

Suivre le prononcé

Je m'en voudrais de terminer mon message sans remercier sincèrement le Représentant Spécial du Secrétaire Général, Monsieur Parfais ONANGA, ainsi que l'Ambassadeur Paul SEGER, Président de la Configuration Burundi dans la Commission de Consolidation de la Paix, pour le travail de plaidoyer en faveur du Burundi.

Je vous remercie!